

Seul le prononcé fait foi

Cher-e-s camarades,

Bonjour à toutes et à tous.

Je veux en premier lieu vous adresser à tous un salut fraternel et chaleureux. Je crois que c'est très important.

Nous vivons dans un monde dur, inhumain. Il est tellement important que nous préservions comme la prunelle de nos yeux nos valeurs d'humanité.

Nous sommes un collectif communiste empreint d'une grande fraternité. C'est notre choix de femmes et d'hommes libres de vivre et de militer ainsi. Et notre fraternité communiste, c'est ce qui nous permet de débattre, en toute franchise, de ce que nous avons à affronter, de construire ce qui fait notre force, notre exigence de compréhension du monde, notre solidarité dans l'action, notre unité politique, et tout cela en ne gommant jamais nos personnalités et notre diversité.

Il s'est produit un événement au début de l'été. Pour la première fois, le Conseil constitutionnel a jugé, en censurant le délit de solidarité, que la fraternité est un principe à valeur constitutionnelle.

Moi, je prends cela comme un hommage à ce que nous défendons avec tant de vigueur, à ce principe que notre parti fait vivre avec ardeur dans ses rangs comme dans la société.

Aujourd'hui, tout est chahuté, bousculé, remis en cause. Il faut des bases solides pour traverser la tempête. Nous en avons. Ne les oublions surtout pas. Cultivons les. Elles seront à nouveau à l'honneur dans trois semaines à la Fête de l'Humanité. J'espère que chacun-e ici est déjà à fond pour préparer cette fête, ce rendez-vous populaire et festif unique, le plus grand carrefour de luttes sociales, de musiques du monde, de fraternité, de jeunesse, de débat et d'action pour un autre monde.

Réussir ce rendez-vous redonnera comme chaque année de l'oxygène à des centaines de milliers de personnes. De l'oxygène, et de l'énergie.

Nous en aurons tous besoin.

L'été a été chaud, mais la rentrée et l'année politique qui nous attendent vont l'être aussi. Oui, que Macron et les siens soient prévenus, ça va être chaud !

Notre université d'été est toujours un prélude passionnant et enrichissant pour se muscler les méninges et s'armer pour les combats à venir (*bravo à Guillaume et à toute son équipe*).

Il y a ici des dizaines de débats, de conférences, d'ateliers. Moi, je veux vous dire un mot sur les échéances cruciales qui sont face à nous : la riposte face à Macron, comment nous allons la mener ? Que faire pour la gagner ?

Et notre congrès qui se tiendra à Ivry-sur-Seine dans le Val de Marne dans trois mois exactement, les 23, 24 et 25 novembre prochains. Et je veux le faire, comme je le disais, avec franchise, avec fraternité, avec esprit d'unité.

Et avec une conviction forte : le Parti communiste a un grand rôle à jouer dans cette nouvelle époque, et il peut jouer ce rôle, retrouver sa marque d'acteur de l'histoire nationale dans ce moment crucial si nous prenons la bonne direction, les bonnes décisions.

Autant vous le dire, je ne crois pas du tout qu'il faille aborder la période à venir la peur au ventre, morts d'inquiétude pour nous -mêmes ou pour le pays, tétanisés par le chahut du monde ou par la force de nos adversaires. On dit d'ailleurs que la peur est mauvaise conseillère. C'est plus vrai que jamais. Nous devons regarder résolument ailleurs : du côté de la confiance. La confiance dans les capacités de résistance de notre peuple. La confiance dans le nouveau monde qui frappe à la porte. La confiance dans les idées communistes, dans notre capacité à agir concrètement pour changer le cours des choses.

Je ne suis pas un illuminé qui fait de la méthode Coué. Je connais les difficultés, les incertitudes de la période, le doute sur notre avenir, la critique sur certains de nos choix. Et nous savons tous qu'il va falloir changer des choses sérieusement au Parti communiste pour relever ces défis. Donc, je ne fais pas d'angélisme.

Mais comment allons-nous trouver la réponse, des réponses qui nous remettent à l'offensive, si nous ne pensons qu'à éviter le pire, à préserver ce qui reste, plutôt qu'à conquérir les grands espaces, ceux qui s'ouvrent à tous ceux qui, comme nous, ont envie et compris que le monde doit changer et qu'il peut le faire en construisant plus d'humanité et non pas plus de violences, d'injustices, de divisions.

C'est donc en regardant du côté de la confiance que j'ai envie de vous parler de la situation et de ce que nous avons à décider.

Alors, Macron, comment pouvons-nous le stopper ?

Il a lancé un train fou de réformes depuis le premier jour contre notre peuple pour servir les riches et la finance, des wagons de destruction sociale et de méthodes autoritaires pour les mener à terme. Il veut reprendre le rythme tambour battant pour imposer sa politique à marche forcée. Nous connaissons maintenant très bien la méthode du fondateur d'En Marche. On avance « au pas cadencé » sans jamais s'arrêter.

Il applique la tactique militaire du « tapis de bombes » sans cesse déversé, des réformes incessantes pour dynamiter les systèmes sociaux, privatiser la République et sidérer ceux qui auraient envie de résister.

Mais Macron a un problème, un gros problème qui va aller grandissant.

Car s'il marque des points en faisant voter son programme par sa majorité godillot, il a déjà laissé beaucoup de plumes dans les mobilisations du printemps et dans l'incroyable affaire Benalla cet été. Le rapport de forces a commencé à bouger et ça peut continuer. Emmanuel Macron veut faire comme si nous étions toujours un jour après son élection, comme si chaque jour commençait le nouveau monde. Mais nous sommes un an après et ça n'est plus la même histoire. La saison 2 ne ressemblera pas à la saison 1 quoique Macron veuille nous faire croire. Le masque de la séduction tombe. Le héros du « nouveau monde » apparaît davantage pour ce qu'il est : un héros de l'aristocratie financière chargée de verrouiller la démocratie au seul profit des logiques de compétition capitaliste.

Président des riches, Président de l'austérité et des inégalités, Président arrogant et méprisant, voilà ce qu'est Macron, ce que cache son sourire de sitcom aux dents blanches ! Il n'aime pas ceux qui n'ont rien. Nous, nous n'aimons ni les privilèges qu'il protège, ni l'austérité pour les salaires, les budgets communaux et les services publics qui paie ces privilèges et fait tant de mal au pays !

Nous avons les moyens de faire partager une double démonstration. Non, l'austérité n'est pas un mal nécessaire. C'est une politique qui mine la France et l'Europe. Et, oui ce qu'il faut c'est reprendre du pouvoir sur les richesses pour financer une autre logique de développement, plus respectueuse des humains et de la planète.

L'humain d'abord, pas la finance, c'est plus que jamais cette idée que des millions de gens peuvent porter avec nous.

L'austérité est injuste : d'un côté des dividendes qui battent des records mondiaux de progression, de l'autre des familles qui ne peuvent plus remplir correctement le cartable des enfants ou le frigo chaque semaine, des salaires bloqués, des APL baissées, des prestations sociales gelées, des contrats aidés supprimés. Et les réformes de l'assurance chômage comme le plan pauvreté qui risquent de faire reculer les droits de millions de salariés et de familles. C'est le capital qui coûte cher, pas les travailleurs !

L'austérité est inhumaine : elle provoque la mort dans des logements insalubres à Aubervilliers, où des marchands de sommeil font commerce d'un mal-logement que la faiblesse des gouvernants et la misère des politiques de construction sociale empêchent de combattre. Et pendant ce temps, la loi Elan dégrade encore le droit au logement et est conçue sur mesure pour la promotion privée la plus lucrative.

L'austérité fait régresser la société : la réforme des retraites qui se prépare serait un vrai recul de civilisation ; alors que l'avenir du travail peut conduire à plus de temps libéré, le gouvernement veut aller au bout d'un projet qui ne laissera à tous que le choix entre travailler toujours plus tard, jusqu'à 67 ans dans toute l'Europe, ou vivre avec une retraite de misère.

L'austérité est inégalitaire et anti-républicaine.

Elle dégrade les services publics dans les banlieues ou les territoires ruraux, ces oubliés de la République. On n'a de moins en moins les mêmes droits et les mêmes services selon là où on habite. Et on n'a rien vu encore si on laisse faire les coupes budgétaires prévues pour atteindre les exigences du traité budgétaire européen que le gouvernement français soutient et qu'il s'obstine à appliquer.

L'austérité est dangereuse : elle est responsable, avec les logiques de profit des sociétés autoroutières et le « tout camion » délirant en Europe, du drame de Gênes. Mais le manque d'entretien du pont Morandi n'est pas un cas isolé. Notre réseau routier est lui aussi sous-entretenu, et notre réseau ferroviaire l'est aussi pour les mêmes raisons. Et dans les hôpitaux et les Ehpad, on joue avec la santé et la vie des patients pour servir des logiques d'austérité sourdes aux besoins humains.

L'austérité n'assainit rien, elle prépare au contraire de nouvelles très graves crises financières, pires que celle de 2008. L'hypertrophie de la finance est repartie de plus belle.

Et enfin, et surtout, l'austérité, et son double, la compétition pour la rentabilité, nous empêchent de préparer l'avenir : on sacrifie le ferroviaire, transport écologique par excellence ; on préfère réduire le temps scolaire, trier socialement avec Parcours Sup plutôt que d'accueillir tous les étudiants et d'investir dans la formation de qualité pour tous. On ne finance ni l'avenir industriel, on préfère brader Alstom, ni la transition écologique ; on prétend interdire le glyphosate, ce qu'on ne fait pas, mais sans financer le changement de modèle agricole, sans payer le travail paysan à sa juste valeur pour sortir notre agriculture de rendements trop agressifs pour les hommes et la planète.

Oui, la sortie de l'austérité, voilà l'exigence que nous devons faire grandir partout, en toutes circonstances, face à chaque coup porté. Car le niveau inégalé de réduction des dépenses publiques et sociales qu'il prétend réaliser avec l'appui du Medef fera des ravages dans tous les domaines. Les inégalités exploseront encore plus si on le laisse faire. Le pays sera affaibli et divisé. Tout cela pour le profit des mêmes, toujours les mêmes.

Nous avons engagé des batailles salutaires, il faut les poursuivre avec ténacité, c'est ce travail qui ouvrira les brèches de nos futures victoires : le Tour de France des hôpitaux et des Ehpad, la bataille pour l'avenir du service public ferroviaire, contre la privatisation des barrages hydrauliques, la bataille contre ParcoursSup, la bataille du logement, celle des budgets communaux, celle des moyens pour l'école, la culture, le sport... Nous devons les poursuivre et nous engager avec ambition dans celles qui s'annoncent, notamment, celles des retraites et du plan pauvreté.

Le 6 septembre, le gouvernement ouvre une concertation sur les retraites, avec des panels sélectionnés sur internet. Nous allons investir cette consultation et la retourner contre le pouvoir.

Mi-octobre, nous tiendrons des Assises pour l'hôpital à la veille de l'entrée en débat du PLFSS à l'Assemblée. Et cet été, le Parti communiste a répondu favorablement à une proposition de la CGT cheminots d'organiser pendant plusieurs mois une grande

consultation citoyenne pour poursuivre la bataille du ferroviaire. Nous en parlerons demain avec Laurent Brun, qui vient à notre Université.

L'austérité finance les profits des actionnaires. Avec la sortie de l'austérité, nous financerons d'abord les urgences du pays, en diminuant drastiquement le coût exorbitant des politiques de soutien et de protection de la finance : encore 20 milliards de CICE, l'explosion des profits et des dividendes, la suppression de l'ISF, toujours plus d'exonérations fiscales et sociales, sans compter le scandale permanent de l'évasion fiscale...  
Ce sont de centaines de milliards d'euros qui sont volés aux salariés et à la collectivité.

Emmanuel Macron avait eu le culot de montrer du doigt le « pognon de dingue » des prestations sociales. Et bien, nous allons sortir les dossiers. Et le « pognon de dingue » que coûte le capital, nous allons le réclamer pour financer la sortie de l'austérité. Oui nous voulons cet argent pour financer nos services publics, nos budgets communaux, des salaires et des retraites dignes, des investissements industriels et écologiques indispensables pour ouvrir la voie d'un nouveau développement social.

Cette démonstration, nous la populariserons avec une carte-pétition de rentrée. Nous la porterons sur le terrain, au Parlement, dans les mobilisations sociales qui s'annoncent à nouveau.

Oui, ce que nous voulons c'est un plan national de sortie de l'austérité, la fin des privilèges pour la finance, un plan national de réinvestissement social, territorial, industriel et écologique.

Cette bataille, nous la mettons au service de toutes celles et ceux qui agissent au quotidien pour une France plus juste, plus solidaire. Syndicalistes, militants associatifs, élus locaux, acteurs économiques, simples citoyens, ils sont des millions à agir en ce sens. Nous mettrons systématiquement nos arguments entre leurs mains avec les termes des choix à effectuer, en les construisant avec eux, sous leur contrôle, avec leur implication. Nous ferons de la démocratie une arme contre la politique du mépris et du rouleau compresseur.

Des militants anti-colonialistes se couchaient devant des trains remplis d'armes pour les empêcher de partir. Des hospitaliers ont fait la grève de la faim pour se faire entendre d'un pouvoir sourd à leur détresse. Nous formons des chaînes humaines pour protéger des barrages ou des hôpitaux. Pas après pas, nous allons mettre la force citoyenne en travers des rails Macron. Et nous le ferons dérailler !

Notre arme principale, elle s'appelle la démocratie. Citoyenne, communale, salariale, parlementaire, nous devons la faire vivre partout contre ceux qui veulent l'étouffer, jusqu'à une VIème République.

Devant chaque problème, au cœur de chaque lutte, nous devons ajouter systématiquement une question : qui décide ?

Et une revendication : un droit d'intervention pour les citoyens, les salariés, les élus dans les décisions.

La confiscation, la concentration des pouvoirs, devient insupportable ! La bataille contre la monarchie présidentielle, pour une vraie République citoyenne devient centrale !

Macron veut tout contrôler, tout asphyxier, même le Parlement : 52 textes ont été adoptés au Parlement pour la première année Macron, dont 29 en procédure accélérée, c'est-à-dire en réduisant le temps d'examen et le pouvoir d'amendement du Parlement, et 2 par ordonnances, pas n'importe lesquels, la SNCF et le code du Travail. Et comme ça ne suffit pas : on y ajoute la répression contre les syndicalistes dans les entreprises et les manifestants dans les rues. Quant aux grands moyens d'information, quelques milliardaires en contrôlent l'essentiel. Et les récalcitrants, Macron cherche à les défier et à les discréditer avec une formule digne d'un tweet de Trump: « qu' ils viennent me chercher ! ».

C'est ça la macronie, un nouveau régime politique : la monarchie présidentielle absolue.

Début juillet, quelques jours avant le déclenchement de l'affaire Benalla, nous avons vu juste en lançant avec les parlementaires communistes un nouveau serment du Jeu de Paume. Pour le monarque de l'Elysée, entre deux élections présidentielles, nous devrions être en période de pleins pouvoirs présidentiels.

C'est ce régime qu'il entend constitutionnaliser, en réduisant drastiquement le rôle du Parlement, en supprimant un tiers des parlementaires et la moitié du Conseil Economique, Social et Environnemental. Notre pétition exigeant le retrait de ce projet et la consultation du peuple par référendum s'il venait à exister doit être amplifiée en cette rentrée.

La suspension du débat constitutionnel à laquelle le pouvoir a été contraint début août est un premier succès. Mais c'est la mise en échec durable de ce projet que nous visons, pour lui substituer la mise en débat dans le pays d'un projet de démocratisation de la République à l'opposé de cette tentation autoritaire.

Sortie de l'austérité, réinvestissement social, VIème République, nous sommes au cœur de la campagne européenne qui nous mobilisera aussi cette année. La politique de Macron et celle de l'Union européenne sont sœurs jumelles. Combattre l'une, c'est combattre l'autre et réciproquement.

Il est essentiel de mener cette bataille avec un projet progressiste, social et solidaire à la clé, sinon le délitement en cours de l'UE se terminera dans le fracas des nationalismes guerriers de droite et d'extrême-droite. L'axe mis en place entre les extrême-droites allemande, autrichienne et italienne est une monstruosité dont nous ne pouvons sous-estimer le danger. En France le Rassemblement national de Le Pen et Wauquiez menacent toujours.

L'acharnement à poursuivre la mise en place du dumping social, le carcan du traité budgétaire, la protection de l'évasion fiscale, l'indignité de la politique à l'égard des migrants peuvent et doivent être combattus par la France et son peuple, dans la perspective d'une nouvelle « Union de nations et de peuples souverains et associés », telle que nous la préconisons.

Ces idées ont besoin d'être portées dans le débat public et les Français ont besoin de députés qui les portent dans le Parlement européen. Les communistes n'ont jamais failli dans la bataille européenne et nous avons vu clair depuis l'Acte unique de 1986. La bataille dans le Parlement européen est indispensable car aucune directive ne peut être adoptée sans son aval, et chacun doit savoir par exemple qu'il n'avait manqué que 15 voix sur 751 pour faire échouer la directive utilisée aujourd'hui par Macron pour justifier l'ouverture à la concurrence de la SNCF-voyageurs à la concurrence.

Notre mise en campagne est lancée avec notre chef de file Ian Brossat. L'appel à candidatures est ouvert. Nous voulons une liste qui soit celle de toutes les mobilisations sociales et citoyennes, une liste ouverte aux coopérations politiques utiles à faire progresser ces objectifs. Nous finaliserons tous nos choix dans les semaines qui viennent et sans attendre Ian et nos députés européens Patrick Le Hyaric, Marie-Pierre Vieu et Marie-Christine Vergiat parcourent le pays.

---

Tout cela nous mène tout naturellement à notre congrès. A situation exceptionnelle, congrès d'exception, c'est le besoin que nous ressentons tous. Le jour où j'ai proposé sa tenue, fin juin 2017, j'avais pleinement conscience que nous ne pouvions aller à un congrès ordinaire du Parti communiste. J'ai parlé de réinvention, de révolution, de congrès extraordinaire. Je ne retire pas un mot à cela.

Notre pays, aux prises avec la macronie, a hautement besoin d'un Parti communiste inventif et combatif, les deux pieds dans le XXIème siècle et dans cette bataille de classe mondialisée. Je suis sûr que nous en sommes capables, en faisant valoir nos atouts, et nous en avons beaucoup, et en changeant aussi tout ce qui doit l'être, quitte à nous arracher à nos habitudes.

Où en sommes-nous ? Je vais vous dire franchement ce que je pense : entre deux eaux et ça ne convient pas. Les communistes veulent mieux que cela et ils valent mieux que cela. La période appelle plus que cela. Nous pouvons le faire.

Nous avons un parti formidable. Et l'intense activité déployée au printemps et cet été le montre encore. C'est un parti courageux, éthiquement irréprochable- qui peut en dire autant, désintéressé, ancré dans les préoccupations populaires, multigénérationnel, composé quasiment à parité de femmes et d'hommes.

Nous avons des parlementaires et des élus qui montrent chaque jour leur dévouement, leur utilité, leur créativité. Et tout cela, à écouter les chantages du nouveau monde, serait dépassé. Je ne le crois pas un instant.

Nous avons beaucoup travaillé l'an dernier. Et ce que nous accumulons, à partir d'une approche marxiste et renouvelée, sur des sujets clés pour l'avenir de nos sociétés : le sens du progrès social au XXIème siècle, la révolution numérique, l'écologie -ce que nous appelons désormais notre écommunisme-, la culture, l'art et l'éducation avec la convention nationale des 28 et 29 septembre, les migrations avec notre manifeste, tout ce qui est produit

par la revue Cause Commune, tout ce que le collectif idées a réuni sur l'état de la société française dans ce qui est devenu une édition spéciale de Cause Commune, tous les projets de loi et propositions avancés par nos parlementaires dans la bataille permanente de contre-propositions qui est la nôtre, tout le travail de l'Anecr, Espace Marx, de la Fondation Gabriel Péri, tout ce que nous apporte l'Humanité, l'Humanité Dimanche La Marseillaise et les hors-série du journal... tout cela nous donne des matériaux précieux pour nos combats. Tout ce travail doit être mieux partagé avant de dire qu'il ne se passe rien de neuf.

Ceci dit, oui il faut maintenant franchir des pas pour donner de la force politique à tout cela, et le traduire dans des décisions de congrès, un cap stratégique, à la hauteur de la situation. Nous avons maintenant trois mois pour faire ces choix. Nous pouvons rater le coche, mais nous en sommes aussi tout à fait capables.

C'est maintenant que ça se passe et ça dépend de nous, de nous tous, de notre effort collectif, de notre envie de nous dépasser ensemble pour tracer les nouvelles voies d'avenir du Parti communiste.

Je suis certain que nos choix intéressent très au-delà de nous, toutes celles et ceux qui dans la société nous regardent, nous interrogent, attendent de nos décisions, et sont pour beaucoup, j'en suis sûr, des communistes qui s'ignorent, ou qui le sont encore même s'ils se sont un temps mis à l'écart, et qui tôt ou tard nous rejoindront si nous sommes à la hauteur.

Nous ne sommes pas devant un enjeu à proprement parler interne. Ce que je veux dire par là, c'est que toutes les questions qui nous sont posées doivent être traitées en interrogeant notre rapport à la société, notre utilité face à l'état du monde, et à l'état totalement inédit de la situation politique. Un autre avenir politique de notre pays est en train de se structurer, avec de nouvelles formations politiques.

Rien n'est figé.

La construction de majorités politiques ne se fera pas comme hier. D'autant que tout cela va se faire dans des rapports capital-travail profondément remodelés, des contextes géopolitiques et culturels redessinés et instables, une présidentialisation de la vie politique et de son rythme plus structurante que jamais, une menace forte des réponses populistes de droite et d'extrême-droite.

Il est normal que se mêlent dans nos discussions des éléments d'analyse sur la société française et le monde, et des éléments d'analyse critique de nos bilans, en 2017 ou plus ancien, remontant parfois aux deux ou trois dernières décennies. La crainte d'un effacement durable du parti est souvent exprimée et la question de la reconstruction de notre présence à l'élection présidentielle est légitimement posée.

Je veux toutefois dire que je ne me reconnais pas dans les bilans-réquisitoires, sans nuance ni contradictions que j'entends ou lis parfois. Je les trouve bien simplistes, même si évidemment j'y suis attentif car ils comportent toujours leur part de vérité.



Je crois bien plus pour la réussite de ce congrès à une approche résolument constructive : que faire dans la situation présente et à venir ? Une approche qui serait capable en quelque sorte de dépasser nos positions, voire nos postures antérieures, de sortir ensemble par le haut de nos débats et de nos contradictions. Car il ne suffira pas de faire ou de ne pas faire ce que nous avons fait ou pas fait la dernière fois. Il faudra faire autrement dans le nouveau contexte politique en reconstruction.

Je crois que la grande majorité des communistes souhaitent cette réflexion.

Nous travaillons à un double défi à relever : ré-identifier le sens de notre combat dans ce monde en bouleversement continu, et en tirer les conséquences concrètes et immédiates dans nos choix politiques conjoncturels.

Nous pressentons combien l'idée communiste anticipe sur des recherches de commun qui travaillent en profondeur la société et le monde. Mais nous ne nous parvenons pas encore à mettre cela en musique avec efficacité, à la mesure de ce que nous sentons possible dans la société.

Je crois pour ma part que le moment n'est pas venu de figer les positions, mais de pousser encore cette discussion collective.

Nous avons trois mois jusqu'au congrès pour construire le plus large commun possible, en unifiant ce qu'il sera possible d'unifier entre les textes en discussion, en tranchant des questions qui devront l'être par un choix majoritaire, en décidant de poursuivre le débat sur certaines questions qui peuvent être tranchées par le travail à venir.

La première étape dans six semaines, les 4, 5, 6 octobre sera pour les communistes de choisir, parmi les quatre proposées, la base commune sur laquelle travailleront l'ensemble de nos conférences de section, départementales et le congrès lui-même.

Je considère, vous le savez, que la base commune proposée par le Conseil national, est la plus ouverte à la poursuite de cette construction commune.

J'inviterai les communistes à la retenir pour poursuivre nos travaux, à participer nombreux au vote et je le ferai pour favoriser l'avancée de notre élaboration commune jusqu'au congrès.

Parmi tous les points en discussion, je veux pour terminer en souligner quelques uns qui me paraissent essentiels si nous voulons que des transformations offensives de notre parti voient réellement le jour. Je n'en évoquerai que trois pour faire bref.

Les textes en discussion affirment tous à leur manière l'actualité du communisme pour répondre à la profonde crise de civilisation dans laquelle le capitalisme enfonce l'humanité. Mais chacun voit bien que cette affirmation ne découle d'aucun mouvement spontané vers l'émancipation solidaire de l'humanité.

Le pire peut aussi advenir. Comme le dit l'économiste Jean Gadrey « *si l'on attend l'extinction du capitalisme pour agir, il est probable que les civilisations humaines se seront effondrées avant* ».

Plus encore que le parti de la parole communiste, nous devons être le parti de l'initiative communiste. C'est-à-dire notre parti, celui qui favorise que grandisse concrètement dans les consciences, les expérimentations sociales, les conquêtes sociales et démocratiques, les imaginaires et les perspectives que se forment les humains : l'idée et la réalité d'une société post-capitaliste débarrassée des aliénations qui entravent les humains.

« Si dans la société telle qu'elle est, nous ne trouvons pas, masquées, les conditions matérielles d'une société sans classe, toutes les tentatives de la faire exploser ne serait que don-quistisme », disait déjà Karl Marx.

C'est aujourd'hui dans la société concrète du XXI<sup>ème</sup> siècle que nous devons trouver ces conditions, faute de quoi notre discours peut être sans prise réelle.

Importe donc en premier lieu notre capacité à identifier dans les convulsions de la crise, dans les aspirations montantes de la société, les germes d'une société nouvelle et à donner alors les moyens

d'agir à ceux et celles qui veulent s'en saisir. Ce n'est donc pas seulement notre initiative mais l'initiative des travailleurs, des femmes, des producteurs pour se libérer qui doit être encouragée par notre action.

Un exemple : la lutte des Ehpad soulève un problème majeur de civilisation. Allons-nous répondre à la prise en charge de la dépendance par la construction d'une réelle prise en charge de service public, par une nouvelle phase d'essor de la Sécurité sociale, ou laisserons-nous le marché avec ses terribles injustices et son inhumanité gérer cette dimension croissante de la vie humaine ?

Pousser jusqu'au bout cette lutte, jusqu'à arracher une nouvelle conquête de société, n'est-ce pas la tâche de l'initiative communiste à l'égal de celle que fut la création de la Sécurité sociale ?

Mais cette exigence, devenir le parti de l'initiative communiste dans le XXI<sup>ème</sup> siècle, sans quoi ne nous ne réinscrivons pas à un haut niveau le communisme dans notre époque, a alors de multiples conséquences.

J'en cite quelques unes, déjà débattues dans nos textes mais pas toujours réellement discutées : la nécessité d'une attention sans hiérarchie à toutes les luttes potentielles d'émancipation, du statut du travail à la libération féministe, par exemple ; le besoin de revaloriser considérablement le niveau de nos luttes européennes et mondiales pour se mettre au niveau de l'époque ; la valeur centrale d'une pratique démocratique de la politique qui place en toutes circonstances les citoyens en situation d'acteurs ...

C'est en ce sens aussi qu'il nous faut concevoir autrement notre action dans la durée en s'en donnant les moyens. Nos thèmes d'action doivent être durables, visibles. C'est aussi pour cela que nous proposons de structurer de véritables réseaux d'action agissant dans la durée avec tous les acteurs concernés qui veulent s'y impliquer.

Deuxième point que je veux évoquer brièvement, celui de notre travail de rassemblement, de notre travail unitaire. Il est constitutif de notre conception démocratique du changement. Mais si, comme le dit la base commune du Conseil national, initiative communiste et construction de front d'action unitaire sont indissociables, autre chose est de parvenir à concilier réellement les deux.

Notre travail en la matière doit être réévalué et repensé de manière plus offensive dans toutes ses dimensions. L'unité de conscience des salariés est un enjeu majeur à reconstruire, en France comme à l'échelle européenne et internationale face à l'entreprise permanente de division et d'éclatement du salariat, pourtant archi majoritaire dans nos sociétés d'aujourd'hui.

Notre pensée et notre action politique sur le travail, dans l'entreprise comme hors de l'entreprise, doit redevenir une priorité. Et au plan de l'unité politique, l'idée d'un nouveau front social et politique a besoin d'être beaucoup plus discuté, et probablement encore enrichi ou modifié, car je l'ai dit, le chemin vers de nouvelles majorités politiques sera inévitablement inédit compte tenu de la situation dans laquelle nous sommes.

La dimension citoyenne de ces constructions politiques sera probablement centrale, par exemple dans les élections municipales, mais aussi dans les mobilisations sociales.

Nous avons aussi besoin d'une appréciation lucide et dépassionnée des évolutions en cours de la recomposition politique. La gauche a changé et nous devons la regarder telle qu'elle est pour savoir comment agir.

Enfin, dans les transformations de notre organisation elle-même, je crois essentiel et insuffisamment apprécié pour le moment dans nos discussions les efforts engagés pour refonder trois dimensions de notre travail, des changements qui sont attendus et dont nous avons un impérieux besoin : la formation avec notamment la mise en chantier d'Université permanente ; la communication et l'organisation numérique du parti avec la nouvelle plateforme qui verra le jour fin octobre ; et la refonte de notre communication sur laquelle nous travaillons activement en vue du congrès.

Je veux également dire avec clarté ma conviction que nous devons aller vers une réorganisation profonde de notre direction nationale et de son travail. Si j'ai dit ma disponibilité, je l'ai fait en pleine conscience de cette exigence. Je ne souhaite pas clore le débat mais l'ouvrir et au grand jour. Pour moi, il n'y a pas de tabou : du secrétaire national à notre présence médiatique, de l'efficacité de l'animation nationale de notre travail aux processus démocratiques de mise en commun, d'élaboration, de prises de décision... tout doit être réévalué.

Notre conseil national, j'aurai l'occasion de m'en expliquer, doit être resserré pour plus d'efficacité et, à tous les niveaux jusqu'à l'exécutif national, l'association de tous les lieux de décision et d'élaboration du Parti, les fédérations et les sections, les commissions de travail et les élus (je pense singulièrement aux parlementaires et aux maires) doit être réorganisé. Mais si tout cela doit se faire, c'est avec les communistes, pas dans des discussions de couloir ou des discussions d'initiés.

C'est aussi cela la force du parti communiste : sa démocratie interne, avec laquelle aucune autre formation politique ne peut rivaliser.

Voilà, cher-es camarades, ma modeste contribution de rentrée.

Chacun devra livrer la sienne pour réunir ensemble un congrès « extraordinaire ». Au soir du 25 novembre, j'en suis convaincu, notre congrès peut faire événement, un événement utile aux luttes de notre peuple. Soyez assuré que je consacrerai toutes mes forces d'ici là à combattre les sceptiques et les blasés. On ne gagne que les combats qu'on mène.

La réussite de notre congrès en est un, auquel je vous invite à consacrer vos forces et vos énergies.

Bonne université d'été et rendez-vous à toutes et tous à la fête de l'Humanité !